

## Neda Richards

# «Il faut coopérer avec les familles des extrémistes»

### INTERVIEW

JOHANN HARSÇOËT  
À LONDRES

**C**hercheuse à la School of Law de l'université de Leeds, la Britannique Neda Richards est l'auteur d'une étude comparative sur le suivi comportemental des individus posant un risque terroriste au Royaume-Uni et au Danemark.

Son récent rapport, présenté à la Chambre des Lords, met en évidence l'importance de la prévention et de la réhabilitation pour lutter contre la radicalisation, l'extrémisme et le terrorisme. Le double enjeu étant de s'assurer que ces profils ne posent pas ou plus de risques, et qu'ils puissent être réintégrés de façon définitive. Selon cette jeune chercheuse, une partie de la solution réside dans le travail avec les familles de ces individus.

**À la fin de l'hiver, une jeune Britannique, Shamima Begum, qui avait rejoint l'État islamique en Syrie en 2015 à l'âge de 15 ans, a supplié les autorités de la laisser revenir. Le gouvernement a refusé cette demande et l'a déchu de sa nationalité malgré la mort de ses enfants en bas âge en Syrie. Cette fermeté était-elle justifiée?**

Affirmer que les combattants qui reviennent ne posent pas de risque est naïf. Il est vrai que la décision de rapatrier un terroriste est très complexe, surtout si l'on y ajoute la question de la déchéance de nationalité, au regard des lois internationales. C'est aux avocats spécialistes de l'immigration de répondre. Il faut évaluer les risques et savoir avec quels outils procéder à cette évaluation.

**Doit-elle être jugée par une cour britannique?**

Les juridictions nationales sont souvent plus compétentes et informées pour ce type de cas complexe. Il est toutefois sou-

vent très difficile de déterminer si ce type de personnes ont commis des crimes, ou dans quelle mesure elles y ont participé, puisqu'ils ont été commis dans des territoires difficiles d'accès. Et depuis que les troupes américaines ont décidé de se retirer de Syrie, l'accès aux preuves est encore plus compliqué.

**En tant que spécialiste du contre-terrorisme, vous avez axé vos recherches sur l'expérience Info-House, mise en place au Danemark, où la police travaille étroitement avec les communautés locales (familles, associations, clubs de sport, etc.) pour agir auprès d'individus en voie de radicalisation...**

Le principe de ce programme mis en place dans la ville d'Aarhus, c'est d'éviter que les individus à risque se radicalisent ou se tournent vers l'extrémisme, en cherchant à identifier les racines du problème. Les repérer lorsqu'il est encore temps, les réhabiliter et les réintégrer permet d'éviter de nombreux drames.

Info-House ne travaille pas uniquement avec les individus mais aussi avec leurs familles et tous ceux qui sont dans l'entourage de ces personnes. C'est une approche à 360°, car focaliser uniquement sur l'individu ne suffit pas. Il s'agit de s'assurer que les personnes autour de l'individu ont les ressources, la connaissance et la capacité à agir et à interagir avec ce proche avant qu'il aille en prison, ou une fois qu'il en sort. La sortie de prison, avec la stigmatisation et les difficultés à trouver un emploi, est aussi une étape délicate. Les familles doivent savoir qu'elles peuvent appeler des personnes qui peuvent intervenir et éviter une grave rechute. Il faut donc coopérer avec elles.

**Et ces familles coopèrent-elles facilement?**

Nous devons leur ôter cette peur de signaler les problèmes. Cela a déjà été couronné de succès. On a par exemple vu une mère de famille, une ex-djihadiste, qui a

contacté Info-House au moment où ses fils étaient sur le point de rejoindre à leur tour la Syrie. Mon étude démontre que les familles préfèrent généralement avoir leur enfant en prison plutôt qu'embarqué dans une guerre et sur le point de mourir.

Surtout, dans ce modèle, ils auront une chance de se racheter, de réfléchir, et de reconstruire leur vie. Le père de Shamima Begum, par exemple, a affirmé qu'il préférerait la voir poursuivie au Royaume-Uni plutôt qu'en Syrie. Tous les parents préfèrent voir leur enfant en prison, même 10 ou 15 ans, avec une chance de recommencer une nouvelle vie ensuite, plutôt que mort.

**Quelle est la différence entre prévention et déradicalisation?**

La prévention permet d'agir à un stade

relativement peu développé ni risqué, pour s'assurer qu'aucun crime n'est commis. Dans la prévention, on considère qu'il est acceptable d'avoir une idéologie qui n'est pas conforme à la tendance dominante d'une société, dès lors que cela ne nuit à personne.

La déradicalisation est un processus beaucoup plus long qui s'attache à déconstruire un système de croyances, car la radicalisation elle-même s'est construite sur un temps long.

**Les profils psychologiques des radicalisés diffèrent-ils, selon qu'ils sont néonazis ou islamistes?**

Le service britannique de renseignement (MI5) estime qu'aucun profil n'est similaire. Cela dit, une fois que l'idéologie est mise de côté, on observe des points communs au niveau purement psychologique. C'est la raison pour laquelle il faut procéder de manière holistique.

Une fois que vous avez compris qu'il y a un grand ensemble de facteurs qui peuvent constituer des dénominateurs communs, comme une éducation lacunaire, un manque d'emploi ou des discrimina-

tions, vous pouvez mieux identifier les moments du basculement.

**Dans vos recherches, vous avez évoqué «les victimes oubliées» que seraient les familles de ces individus. Comment faites-vous pour bien les appréhender?**

Il faut comprendre qu'en reconnaissant la réalité de la souffrance des familles de ces individus, on peut non seulement les aider mais aussi en faire des éléments permettant de casser le cercle infernal. Ce qui est intéressant, c'est que dans les cas où des familles ont parlé, puis ont obtenu une aide, le soutien de l'environnement et le bouche-à-oreille ont permis à d'autres familles dont des éléments étaient susceptibles de passer à l'acte de coopérer davantage.

Il faut garder à l'esprit que ces familles explosent souvent au moment où leur proche se radicalise. Elles ne comprennent pas. J'ai en mémoire une mère qui allait voir tous les jours sa fille dans un centre de déradicalisation et qui lui demandait sans cesse «pourquoi as-tu fait ça», sans jamais avoir de réponse. Dans un autre cas, un père qui a activement fait des recherches à l'endroit où son fils s'était radicalisé, pour demander pourquoi.

Au moment où leur proche se radicalise et devient dangereux, ces familles sont souvent paralysées et démunies. Savoir qu'elles peuvent trouver des interlocuteurs susceptibles d'intervenir avant que la situation devienne vraiment grave permet d'agir de façon intelligente.

**Les familles préfèrent généralement avoir leur enfant en prison plutôt qu'embarqué dans une guerre et sur le point de mourir.**